Pertinence de l'utilisation du modèle de Toulmin dans l'analyse de corpus

The relevance of Toulmin's model in case studies

Emmanuel de Jonge

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/aad/251>

DOI : 10.4000/aad.251

ISSN : 1565-8961

Éditeur

Université de Tel-Aviv

Référence électronique

Emmanuel de Jonge, « Pertinence de l'utilisation du modèle de Toulmin dans l'analyse de corpus », *Argumentation et Analyse du Discours* [En ligne], 1 | 2008, mis en ligne le 18 septembre 2008, consulté le 23 septembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/aad/251> ; DOI : 10.4000/aad.251

Ce document a été généré automatiquement le 23 septembre 2019.

Argumentation & analyse du discours est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Pertinence de l'utilisation du modèle de Toulmin dans l'analyse de corpus

The relevance of Toulmin's model in case studies

Emmanuel de Jonge

Merci à Ruth Amossy et Jürgen Siess pour leurs conseils, à Roselyne Koren et Dominique Maingueneau pour leur relecture approfondie du texte.

Introduction

- 1 Le terme « analyse du discours » recouvre une série d'approches qui se sont développées ces dernières années dans le domaine de l'argumentation et dont le projet consiste à pouvoir décrire un texte dans toutes ses dimensions, contextuelles, narratives et socio-discursives. Dans cette perspective, l'analyse du discours a de nombreux points de contact avec la rhétorique aristotélicienne, l'approche perelmanienne de l'argumentation et la sociologie du langage. A ce titre, elle peut se féliciter d'être résolument transdisciplinaire et de réussir à rassembler plusieurs domaines de recherche pour parvenir à son objectif : comprendre le discours dans toute sa complexité.
- 2 L'approche que nous exposerons ici s'inspire des derniers développements en analyse du discours (R. Amossy, D. Maingueneau, P. Charaudeau, M. Angenot), en rhétorique à orientation anthropologique (E. Danblon) et en linguistique textuelle (J.-M. Adam). Dans cette optique, nous considérons que la réflexion rhétorique et argumentative ne peut se concevoir que dans une perspective empirique qui prend en compte à la fois la fonction persuasive et la dimension cognitive du langage ; il s'ensuit que la réflexion rhétorique doit se focaliser sur l'arrière-plan cognitif et psychologique du discours, ce dernier étant vu comme le « niveau de surface » d'un ensemble de phénomènes complexes plus « profonds ». En outre, notre perspective se place dans une vision

anthropologique-naturaliste de l'activité langagière qui stratifie les normes de rationalité en fonction de leur apparition dans l'évolution naturelle de ces aptitudes chez les humains. L'objectif de la présente réflexion sera de montrer la pertinence d'une telle approche, couplée à des perspectives syntaxiques, sémantiques et pragmatiques qui permettront d'approfondir l'analyse à l'aide d'arguments micro-linguistiques.

- 3 Dans cet article, nous analyserons la pertinence de l'utilisation du modèle de Toulmin dans l'étude de corpus. L'objectif de cette réflexion sera double : d'une part, nous montrerons comment le modèle de Toulmin est un modèle d'analyse de l'argumentation complet, qui prend en compte le niveau de surface et le niveau profond du discours, et permet de dégager les garanties et lieux communs sur lesquels les orateurs vont se baser pour argumenter. D'autre part, d'un point de vue plus rhétorique, nous définirons comment ce modèle peut être appliqué à l'analyse de textes et refléter un lien de parenté psycho-cognitif entre les discours et l'expérience collective de la communauté, et permet d'exprimer l'arrière-plan de l'argument considéré.

1. Le modèle de Toulmin : apports et intérêt dans l'analyse de corpus

- 4 La garantie dans le modèle de Toulmin exprime les lieux communs - souvent en réalité non exprimés - à savoir la proposition générale qui permet d'effectuer le passage d'une donnée à une conclusion. C'est le lieu de la justification.
- 5 L'un des apports essentiels du modèle de Toulmin qui nous intéressera dans le cas présent est d'avoir intégré un élément au découpage de l'argument, le fondement. A un moment du raisonnement en effet, la justification doit s'arrêter à un fondement ultime pour ne pas être exposée à la régression à l'infini ou à la circularité. Le fondement est le champ topique dans lequel les orateurs vont puiser la garantie pour argumenter, et par lequel ils établissent un lien direct avec leurs représentations mentales. Tandis que le fondement constituera la « structure profonde » du raisonnement, la garantie exprimera la structure de surface de celui-ci, c'est-à-dire la partie visible, implicite ou explicite, de l'argument.
- 6 Dans cet article, nous examinerons un corpus très particulier : le préambule des Déclarations, envisagées en tant que genre discursif et argumentatif. Il est généralement admis que les Déclarations, en tant que phénomène linguistique, se caractérisent par le fait que leur proclamation crée une nouvelle réalité sociale dans la communauté, elles sont l'expression linguistique du nouvel arrière-plan topique (Perelman 1990 ; Searle 1998 ; Danblon 2002). La communauté peut alors être considérée comme un sujet pluriel qui se dote d'une intentionnalité collective - nous empruntons ce terme à Searle - pour proclamer la Charte. Par ce fait, elles construisent la réalité sociale et sont une étape importante dans l'établissement de cette réalité. Ainsi les constitutions des pays créent la réalité institutionnelle de ces pays et instituent leur mode de fonctionnement. C'est dans cette mesure que les constitutions ou les déclarations sont considérées comme les fondements inaliénables d'un régime politique - la politique étant entendue ici dans son sens large comme la finalité institutionnalisée de tout groupement humain.

- 7 Au plan cognitif, les déclarations sont une expression linguistique fiable des représentations mentales collectives d'une période déterminée. Promulguées à la suite d'un événement marquant, elles sont le traité de réunion de la communauté autour d'un socle commun de nouvelles valeurs et de nouvelles directions. Ainsi, dans la plupart des préambules de déclarations ou de constitutions, on trouve une référence à l'histoire du pays, et dans le cas des grandes déclarations fondatrices, une mise en récit de l'événement qui a divisé la communauté.
- 8 L'articulation formelle des déclarations les rendent particulièrement propices à l'analyse : elles sont constituées d'un préambule qui joue le rôle de justification et d'une proclamation qui peut être considérée comme la conclusion du raisonnement. Dans cette mesure, l'analyse à l'aide du modèle de Toulmin de leur structure logique formelle va tendre à un objectif double : montrer comment la déclaration fonctionne à un niveau micro-linguistique mais aussi permettre de lier la structure profonde - ce qu'exprime la déclaration - à l'analyse des discours qui se situent dans le paradigme de pensée de cette dernière.
- 9 Dans cette réflexion, nous nous concentrerons sur trois déclarations exemplaires qui appartiennent au même champ topique, celui des droits de l'homme : la Déclaration d'Indépendance américaine, la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, la Déclaration universelle des Droits de l'Homme.

2. La Déclaration d'Indépendance américaine (4 juillet 1776)

Lorsque dans le cours des événements humains, il devient nécessaire pour un peuple de dissoudre les liens politiques qui l'ont attaché à un autre et de prendre, parmi les puissances de la Terre, la place séparée et égale à laquelle les lois de la nature et du Dieu de la nature lui donnent droit, le respect dû à l'opinion de l'humanité oblige à déclarer les causes qui le déterminent à la séparation.

Nous tenons pour évidentes pour elles-mêmes les vérités suivantes : tous les hommes sont créés égaux ; ils sont doués par le Créateur de certains droits inaliénables ; parmi ces droits se trouvent la vie, la liberté et la recherche du bonheur. Les gouvernements sont établis parmi les hommes pour garantir ces droits, et leur juste pouvoir émane du consentement des gouvernés. Toutes les fois qu'une forme de gouvernement devient destructive de ce but, le peuple a le droit de la changer ou de l'abolir et d'établir un nouveau gouvernement, en le fondant sur les principes et en l'organisant en la forme qui lui paraîtront les plus propres à lui donner la sûreté et le bonheur. La prudence enseigne, à la vérité, que les gouvernements établis depuis longtemps ne doivent pas être changés pour des causes légères et passagères, et l'expérience de tous les temps a montré, en effet, que les hommes sont plus disposés à tolérer des maux supportables qu'à se faire justice à eux-mêmes en abolissant les formes auxquelles ils sont accoutumés. Mais lorsqu'une longue suite d'abus et d'usurpations, tendant invariablement au même but, marque le dessein de les soumettre au despotisme absolu, il est de leur droit, il est de leur devoir de rejeter un tel gouvernement et de pourvoir, par de nouvelles sauvegardes, à leur sécurité future. Telle a été la patience de ces Colonies, et telle est aujourd'hui la nécessité qui les force à changer leurs anciens systèmes de gouvernement. L'histoire du roi actuel de Grande-Bretagne est l'histoire d'une série d'injustices et d'usurpations répétées, qui toutes avaient pour but direct l'établissement d'une tyrannie absolue sur ces États. Pour le prouver, soumettons les faits au monde impartial :

Il a refusé sa sanction aux lois les plus salutaires et les plus nécessaires au bien

public. Il a défendu à ses gouverneurs de consentir à des lois d'une importance immédiate et urgente, à moins que leur mise en vigueur ne fût suspendue jusqu'à l'obtention de sa sanction, et des lois ainsi suspendues, il a absolument négligé d'y donner attention.

Il a refusé de sanctionner d'autres lois pour l'organisation de grands districts, à moins que le peuple de ces districts n'abandonnât le droit d'être représenté dans la législature, droit inestimable pour un peuple, qui n'est redoutable qu'aux tyrans. [...]

En conséquence, nous, les représentants des États-Unis d'Amérique, assemblés en Congrès général, prenant à témoin le Juge suprême de l'univers de la droiture de nos intentions, publions et déclarons solennellement au nom et par l'autorité du bon peuple de ces Colonies, que ces Colonies unies sont et ont le droit d'être des États libres et indépendants ; qu'elles sont dégagées de toute obéissance envers la Couronne de la Grande-Bretagne ; que tout lien politique entre elles et l'État de la Grande-Bretagne est et doit être entièrement dissous ; que, comme les États libres et indépendants, elles ont pleine autorité de faire la guerre, de conclure la paix, de contracter des alliances, de réglementer le commerce et de faire tous autres actes ou choses que les États indépendants ont droit de faire ; et pleins d'une ferme confiance dans la protection de la divine Providence, nous engageons mutuellement au soutien de cette Déclaration, nos vies, nos fortunes et notre bien le plus sacré, l'honneur.

- 10 L'analyse des connecteurs laisse apparaître une structure logique à l'articulation entre préambule et déclaration proprement dite. L'acte de proclamation est quant à lui précédé de « en conséquence » (en anglais « *therefore* »), qui joue le rôle d'opérateur argumentatif et construit le raisonnement comme un développement logique. Le préambule expose les motivations, puis en vertu de ce qui est asserté, la proclamation peut avoir lieu.
- 11 A un deuxième niveau, l'examen de la structure logique du préambule fait apparaître deux types d'énoncés : des énoncés qui sont des propositions générales (en normal) et d'autres qui sont des propositions particulières relatives à l'histoire de la Grande-Bretagne, et font ainsi partie du récit (en italique). La structure logique correspond ainsi parfaitement à la structure d'un jugement : on énonce des vérités générales sacrées et inaliénables qui vont, après avoir été violées, entraîner la proclamation d'indépendance. On est face à une structure syllogistique classique prémisses majeure-prémisse mineure-conclusion :
 - Tous les hommes sont créés égaux ; ils sont doués par le Créateur de certains droits inaliénables ; parmi ces droits se trouvent la vie, la liberté et la recherche du bonheur. Les gouvernements sont établis parmi les hommes pour garantir ces droits, et leur juste pouvoir émane du consentement des gouvernés. (M)
 - L'histoire du roi actuel de Grande-Bretagne est l'histoire d'une série d'injustices et d'usurpations répétées, qui toutes avaient pour but direct l'établissement d'une tyrannie absolue sur ces États (m)
 - En conséquence, nous, les représentants des États-Unis d'Amérique, assemblés en Congrès général, [...] publions et déclarons solennellement au nom et par l'autorité du bon peuple de ces Colonies, que ces Colonies unies sont et ont le droit d'être des États libres et indépendants (C)
- 12 L'analyse de la Charte avec le modèle de Toulmin est éclairante car elle permet de dégager la garantie, ou le lieu de la justification :

Figure 1

13 Cette analyse permet d'éclairer trois points :

- Les garanties exprimées sont supportées par un fondement transcendant, inaliénable et sacré ; en somme un fondement ultime indiscutable, ancré dans la nature et le divin. Les garanties sont formées comme des propositions générales qui concernent l'ensemble des êtres humains, de tous temps et en tous lieux.
- Le récit de l'histoire fait partie des données, à aucun moment, il ne s'insère dans la garantie (le lieu de la justification) ou le fondement formel. D'un point de vue psycho-cognitif, l'on pourrait arguer contre ce constat que l'état de fait exprimé par la garantie provient de l'expérience spécifique du peuple américain face à un certain nombre d'événements, et donc d'une mise en récit particulière, et non pas d'une vérité scientifique ; cependant le fait que la garantie soit construite comme une vérité générale préexistant à la fondation du monde reflète une croyance transcendante aux principes exprimés, croyance qui dépasse le cas particulier de la révolution américaine.
- Le raisonnement général s'inscrit dans un système dialectique qui rappelle le fonctionnement cognitif de l'idéal (Angenot 1993) : si OPPRESSION alors INJUSTICE donc REVOLTE alors JUSTICE. La majorité des discours et débats publics qui se situeront dans le paradigme (ou l'*esprit*) de la Déclaration d'Indépendance mettront en avant les valeurs de liberté et de lutte contre l'oppression qui prévalent dans le mode de pensée américain.

3. La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen (26 août 1789)

Les Représentants du Peuple Français, constitués en Assemblée Nationale, considérant que l'ignorance, l'oubli ou le mépris des droits de l'Homme sont les seules causes des malheurs publics et de la corruption des Gouvernements, ont

résolu d'exposer, dans une Déclaration solennelle, les droits naturels, inaliénables et sacrés de l'Homme, afin que cette Déclaration, constamment présente à tous les Membres du corps social, leur rappelle sans cesse leurs droits et leurs devoirs ; afin que leurs actes du pouvoir législatif, et ceux du pouvoir exécutif, pouvant être à chaque instant comparés avec le but de toute institution politique, en soient plus respectés; afin que les réclamations des citoyens, fondées désormais sur des principes simples et incontestables, tournent toujours au maintien de la Constitution et au bonheur de tous.

En conséquence, l'Assemblée Nationale reconnaît et déclare, en présence et sous les auspices de l'Etre suprême, les droits suivants de l'Homme et du Citoyen.

Figure 2

- 14 Dans cette Déclaration, le récit n'a qu'une fonction limitée puisqu'il n'est pas explicitement raconté dans la Déclaration. On sait que les droits de l'homme n'ont pas *toujours* été respectés et qu'il y a eu corruption de gouvernements mais cela peut s'appliquer à n'importe quelle situation. L'absence de récit accentue la dimension globalisante et universelle de la Déclaration puisque le préambule exprime une vérité générale et abstraite qui a un caractère *sacré* et transcendant dans la communauté. Ici comme dans la DI, le droit à la révolte, garanti par Dieu¹, soutient la dynamique dialectique et permet aux hommes en ultime recours, chaque fois que leurs droits sont bafoués, d'agir afin de rétablir l'état de liberté et de justice².
- 15 En ce qui concerne l'articulation entre structure profonde (les représentations mentales) et structure de surface (l'argumentation), on peut remarquer une très forte similitude entre les garanties et les fondements de la DDHC et ceux de la rhétorique pré- et post-révolutionnaire. En effet, une fois le nouveau paradigme établi, la dynamique critique va continuer à fonctionner dans le même mouvement, ce qui signifie qu'en examinant tout discours critique qui s'inscrit dans le paradigme post-Révolution Française, on observera le même mouvement.
- 16 Le texte suivant est une exhortation à la suppression du veto royal, publié par Robespierre en 1789 :
- Il ne faut plus nous dire continuellement : La France est un État Monarchique; et faire découler ensuite de cet axiome les droits du Roi, comme la première et la plus

précieuse partie de la constitution ; et secondairement la portion de droits que l'on veut bien accorder à la Nation. Il faudrait d'abord savoir, au contraire, que le mot Monarchie, dans sa véritable signification, exprime uniquement un État où le pouvoir exécutif est confié à un seul. Il faut se rappeler que les Gouvernements, quels qu'ils soient, sont établis par le Peuple & pour le Peuple. [...]

Dès qu'une fois on sera pénétré de ce principe ; dès qu'une fois on croira fermement à l'égalité des hommes, au lien sacré de la fraternité qui doit les unir, à la dignité de la nature humaine, alors on cessera de calomnier le Peuple dans l'Assemblée du Peuple ; alors on ne donnera plus le nom de prudence à la faiblesse, le nom de modération à la pusillanimité, le nom de témérité au courage ; on n'appellera plus le patriotisme une effervescence criminelle, la liberté une licence dangereuse, le généreux dévouement des bons citoyens une folie ; alors il sera permis de montrer, avec autant de liberté que de raison, l'absurdité et les dangers du veto royal, sous quelque dénomination & sous quelque forme qu'on le présente. [...]

(Discours contre le veto royal, 30 septembre 1789)

- 17 L'analyse toulminienne de l'argumentation de Robespierre révèle une structure similaire à celle de la Déclaration de 1789, aux niveaux de la garantie et du fondement :

Figure 3

- 18 A cet égard, l'émergence de la conception de l'égalité, « à chacun selon son mérite », comme régulant les dispositions juridiques et politiques de la société française procède d'un renversement dans la société de la conception prédominante pour la remplacer par une conception minoritaire à l'époque, devenant prédominante au moment du changement de paradigme. L'incompatibilité entre la conception « à chacun selon son rang » et la conception « à chacun selon son mérite » a provoqué une suspension des valeurs liées à la première conception (valeurs aristocratiques de hiérarchisations sociales) et sa disqualification pour rétablir un équilibre avec la deuxième conception et les valeurs qui y sont associées (liberté, égalité, fraternité). Une fois le champ topique modifié, un nouveau type de régulation est mise en place dans les représentations mentales des individus, régulation qui a pour objectif d'atteindre une société parfaite et

éternelle, dans laquelle la présence de la révolte dans les représentations collectives n'aurait plus d'objet :

Figure 4

- 19 La plupart des rhétoriques postérieures à la Révolution Française s'inscriront en plein dans ce paradigme, avec des variations locales quant aux moyens ou aux buts poursuivis, mais toujours dans cet arrière-plan cognitif. On peut ainsi penser à la rhétorique marxiste, communiste, jaurésienne, ou même gaullienne, qui se font toutes écho en termes de fondement et, dans une certaine mesure, de garanties.

4. La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (10 décembre 1948)

- 20 Proclamée peu après la Deuxième Guerre Mondiale, la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (désormais DUDH) fut l'objet d'un accord conjoint entre 58 pays. Les travaux de rédaction nécessitèrent plusieurs semaines et la version finale fut approuvée le 10 décembre 1948 par l'Assemblée Générale de l'ONU.

(1) Considérant que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde.

(2) Considérant que la méconnaissance et le mépris des droits de l'homme ont conduit à des actes de barbarie qui révoltent la conscience de l'humanité et que l'avènement d'un monde où les êtres humains seront libres de parler et de croire, libérés de la terreur et de la misère, a été proclamé comme la plus haute aspiration de l'homme.

(3) Considérant qu'il est essentiel que les droits de l'homme soient protégés par un régime de droit pour que l'homme ne soit pas contraint, en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression.

(4) Considérant qu'il est essentiel d'encourager le développement de relations amicales entre nations.

(5) Considérant que dans la Charte les peuples des Nations Unies ont proclamé à nouveau leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité des droits des hommes et des femmes, et qu'ils se sont déclarés résolus à favoriser le progrès social et à instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande.

(6) Considérant que les États Membres se sont engagés à assurer, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies, le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

(7) Considérant qu'une conception commune de ces droits et libertés est de la plus haute importance pour remplir pleinement cet engagement.

[...]

L'Assemblée générale proclame la présente Déclaration universelle des droits de l'homme comme l'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les

nations afin que tous les individus et tous les organes de la société, ayant cette Déclaration constamment à l'esprit, s'efforcent, par l'enseignement et l'éducation, de développer le respect de ces droits et libertés et d'en assurer, par des mesures progressives d'ordre national et international, la reconnaissance et l'application universelles et effectives, tant parmi les populations des États Membres eux-mêmes que parmi celles des territoires placés sous leur juridiction.

- 21 L'analyse toulminienne révèle la structure particulière de ce préambule. Nous avons établi ailleurs (de Jonge 2008) que les énoncés (3) à (7) sont tous des conséquences historiques de l'énoncé (2), à savoir la Seconde Guerre Mondiale et son traumatisme sur les populations européennes. Bien que l'énoncé (1) exprime une vérité générale, il n'a pas de cohérence logique, en première position, avec l'articulation du préambule. En effet, (1) exprime un principe général qui est *posé*, alors que paradoxalement, c'est (2) qui semble avoir causé la prise de conscience de (1). La référence aux droits de l'homme comme protection du citoyen ne peut pas logiquement précéder la proclamation de ces droits pour la première fois.
- 22 (2) est donc la garantie de ce raisonnement, garantie qui diffère des deux garanties que nous avons établies dans les préambules précédents en ce qu'il ne s'agit plus d'une vérité générale mais d'une référence à un événement particulier (voir l'utilisation de des actes de barbarie qui révoltent la conscience de l'humanité, ce qui implique que les actes barbares sont spécifiques et définis) :

Figure 5

- 23 La garantie et le fondement expriment la crainte de la reproduction de l'événement et du retour à une période où les droits de l'homme seraient foulés aux pieds. A première vue, « la reconnaissance des droits de l'homme est le fondement de la liberté », garantie qui fonde les Déclarations américaine et française, semble équivalente à notre garantie, mais il n'en est rien : la première exprime le souhait de voir la liberté respectée, la seconde de ne pas voir la liberté à nouveau bafouée, ce qui, du point de vue des

fondements, est totalement différent, l'un s'exprimant comme l'idéal voulu par les Lumières ; l'autre comme une crainte par rapport à un événement traumatisant. L'événement de bouleversement du paradigme ne vient plus s'inscrire dans une dynamique prospective de remplacement des fondements mais dans une peur rétrospective de répétition du fondement originel. Contrairement aux idéaux présentés dans la DDHC (où la volonté de ne pas répéter la période de l'Ancien Régime était un moyen pour obtenir le bonheur politique), l'évitement de la répétition des événements négatifs constitue la finalité de la DUDH :

Figure 6

- 24 Le « plus jamais ça » fonde effectivement la topique des droits de l'homme et des sociétés contemporaines, nous pouvons tenter de tracer un lien entre la structure profonde - le « plus jamais ça » - et la structure de surface - l'argumentation dans les sociétés contemporaines. Considérons un exemple classique d'argument politique relatif au danger que constitue l'avènement de l'extrême droite au pouvoir : « Haider, comme d'autres en d'autres temps, accuse les étrangers de voler le pain de la bouche des Autrichiens. S'il est élu, c'est la fin de la démocratie et le retour aux heures sombres de l'histoire de l'Europe ».

Hitler	Haider
Allemagne	Autriche
La race allemande ne doit pas se faire empoisonner par des étrangers	Les étrangers volent le travail des Autrichiens
Extermination des étrangers	?????.....

25

Cette inférence est acceptable dans un contexte contemporain, le saut cognitif vers la conclusion « Haider risque d'exterminer les étrangers » semble pratiquement inévitable. La justification de l'empêchement de l'accession d'Haider au pouvoir, analysée dans un modèle de Toulmin, pourrait être exprimée comme suit : « Il faut empêcher le retour de la possibilité des actes barbares », ce qui est équivalent à la garantie mise au jour dans la DUDH.

- 26 L'énoncé aurait donc la forme d'une prédiction nécessaire basée sur une seule expérience, et donc sur la peur du retour de cette expérience. Ainsi, loin d'être une mise en scène fictionnelle, la « menace » représentée par le risque de retour aux actes barbares est bien réelle et utilisée avec sa force prédictive, et donc avec une force persuasive de nécessité dans l'argumentation contemporaine. Tous les traits qui sont potentiellement similaires à la situation qui a précédé la Deuxième Guerre Mondiale sont considérés comme pertinents pour effectuer un passage direct vers la prédiction négative. La rhétorique contemporaine, et en particulier la critique politique, s'articulent autour de la comparaison possible avec les événements qui ont précédé la Shoah. Tout trait de ressemblance, parfois choisi en dépit du moindre critère de pertinence, est utilisé dans la critique pour prédire le retour aux actes barbares, vu comme la réalisation irrépessible de la prédiction.
- 27 A un niveau plus général, cet éclairage de la Déclaration de 1948 par l'analyse toulminienne mérite d'être mise à l'épreuve d'un certain nombre de discours et mouvements de pensée qui ont émergé après la Seconde Guerre Mondiale, et qui, analysés en surface, n'ont apparemment pas de réel rapport entre eux, mais une fois examinés en lien avec la structure profonde, peuvent révéler des bases de représentations psycho-cognitives communes, relatives au traumatisme de la Seconde Guerre Mondiale. On peut citer le négationnisme, les débats sur la liberté d'expression, sur la discrimination ou certains mouvements post-modernes à titre d'exemple, qui entretiennent tous une relation plus ou moins particulière au fondement du paradigme.

Conclusion

- 28 Comme nous avons pu le constater, le modèle de Toulmin permet, dans ce type d'analyses, de révéler l'articulation entre la structure profonde - ce que signifie l'argument - et la structure de surface - la manière dont l'argument est exprimé. A ce titre il semble être un outil nécessaire et indispensable à l'analyse du discours car il permet d'en inclure toutes les dimensions et de travailler de manière empirique sur les corpus de textes. Il est un élément essentiel de la méthode d'analyse, à côté de considérations socio-discursives et rhétoriques de l'analyse des textes et discours. Nous avons donc tenté de montrer le lien entre deux disciplines, la rhétorique et l'analyse du discours, qui doivent se compléter afin de former une réflexion homogène qui rassemble l'ensemble de *ce qui peut être dit* à propos d'un texte, mais aussi de son arrière-plan psychologique et cognitif. C'est là tout l'enjeu d'une vision transdisciplinaire de la rhétorique et de l'argumentation.

BIBLIOGRAPHIE

Adam, Jean-Michel. 2005. La linguistique textuelle. Introduction à l'analyse textuelle des discours (Paris : Colin)

- Amossy, Ruth (éd.). 1999. Images de soi dans le discours (Genève : Delachaux et Niestlé)
- Aristote. 1994, Éthique à Nicomaque, trad. Jules Tricot (Paris : Vrin)
- Aristote, 1967. Rhétorique, trad. M. Dufour et A. Wartelle (Paris : Les Belles Lettres)
- Charaudeau, Patrick. 2005. Le discours politique : les masques du pouvoir (Paris : Vuibert)
- Charaudeau, Patrick et Maingueneau, Dominique. 2002. Dictionnaire de l'Analyse du Discours (Paris : Le Seuil)
- Danblon, Emmanuelle. 2002. Rhétorique et rationalité. Essai sur l'émergence de la critique et de la persuasion (Bruxelles : Editions de l'Université de Bruxelles)
- Danblon, Emmanuelle. 2004. Argumenter en démocratie (Bruxelles, Labor).
- Danblon, Emmanuelle. 2005. La fonction persuasive. Anthropologie du discours rhétorique. Origines et actualité (Paris : Colin)
- de Jonge, Emmanuel. 2008. « Le préambule des chartes et des déclarations », Danblon, Emmanuelle et al. (ed.), *Argumentation et narration*, (Bruxelles : Editions de l'Université Libre de Bruxelles)
- Ducrot, Oswald. 1973. La preuve et le dire (Paris : Mame)
- Ducrot, Oswald. 1984. Le dire et le dit (Paris : Minuit)
- Maingueneau, Dominique. 2007 [1998]. Analyser les textes de communication (Paris : Colin)
- Perelman, Chaïm et Olbrechts-Tyteca, Lucie. 1988 [1958]. Traité de l'argumentation (Bruxelles, Editions de l'Université Libre de Bruxelles)
- Perelman, Chaïm et Olbrechts-Tyteca, Lucie. Éthique et Droit, 1990 [1970]. (Bruxelles : Editions de l'Université Libre de Bruxelles)
- Popper, Karl. 1979. La société ouverte et ses ennemis (Paris : Le Seuil).
- Searle, John R. 1972 [1969]. Les actes de langage. Essai de philosophie du langage (Paris : Herman)
- Searle, John R. 1998. La construction de la réalité sociale, trad. C. Tiercelin (Paris : Gallimard)
- Toulmin, Stephen. 1993 [1958]. Les usages de l'argumentation, trad. P. de Brabanter (Paris : PUF)
- Verdoort, Albert. 1964. Naissance et signification de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (Louvain : Warny)

NOTES

1. Ce droit à la révolte est exprimé dans l'article 2 de la DDHC : « Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'Homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression ».
2. Une remarque intéressante m'a été communiquée à ce sujet par Roselyne Koren, qui voit dans certains extraits de la DDHC et de la DI une légitimation implicite du recours à la violence. Bien que nous n'ayons pas la place pour nous étendre sur ce sujet, il semble effectivement pertinent de constater la présence de nombreux éléments sous-entendus justifiant la violence, et ce dans les deux déclarations ; ces éléments devenant explicites dans la version de 1793 de la DDHC :
 - Article 27 : Que tout individu qui usurperait la souveraineté soit à l'instant mis à mort par les hommes libres
 - Article 33 : La résistance à l'oppression est la conséquence des autres droits de l'homme

- Article 35 : Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs

RÉSUMÉS

A travers cette réflexion, nous montrons comment le modèle de Toulmin, en tant qu'outil logico-argumentatif, peut aider à la description de mécanismes rhétoriques et argumentatifs opérant au sein du discours. Ce modèle permet en effet de mettre en avant la justification d'un argument et d'analyser comment celle-ci s'articule à son fondement, vu comme le cadre topique dans lequel cette justification s'inscrit. Nous examinons le cas particulier des Déclarations des droits de l'homme, exemplaire dans cette perspective d'analyse. Leur structure est divisée en trois catégories: préambule, proclamation, articles, qui correspondent à la structure du raisonnement argumentatif justification-conclusion. L'analyse de ce corpus permet, d'une part, de vérifier des hypothèses à propos de la topique des droits de l'homme et de son articulation au sein des discours, d'autre part de jeter les bases d'une méthode d'analyse toulminienne qui suppose la corrélation entre le fondement au sens technique que lui donne Toulmin et le fondement en tant qu'instance psycho-cognitive qui dépend de facteurs cognitifs tant que culturels. L'analyse montre en effet les différences de vision du monde qui peuvent être dégagées de la comparaison des schémas toulminiens. La présence du génocide et des actes barbares au sein de la justification de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 est centrale pour comprendre le renversement de perspective sur les droits de l'homme par rapport à la Déclaration de 1789. En 1789, les droits de l'homme étaient proclamés comme moyens d'accéder au bonheur ; alors qu'en 1948 ils sont une condition nécessaire de non-reproduction des actes barbares. Les conséquences pour les discours sont très importantes, puisque dans le premier cas, l'orateur va se positionner dans un cadre utopiste pour argumenter ; alors que dans le second l'expérience traumatique de la Seconde Guerre Mondiale constituera un anti-exemple dans lequel il faut puiser les moyens d'éviter la reproduction de l'événement. Nous utiliserons le terme de *désenchantement* pour qualifier cette disposition psycho-cognitive qui affecte toute la rhétorique. Au niveau des discours d'opposition, on constate une immixtion du génocide dans le politique, que ce soit dans les discours négationnistes, théories du complot, ou dans les discours sur l'esclavage, mettant en jeu une concurrence des victimes. La méthode d'analyse toulminienne permet cet éclairage, et établit ainsi un lien essentiel entre la rhétorique et l'analyse du discours.

How can we use Toulmin's model in the analysis of specific case studies? It seems that it has been almost exclusively used for either discussions in logical reasoning, or for theoretical discussions about probability. In this article, I want to show that Toulmin's model can be very useful for Discourse Analysis since it allows the analyst to extract mostly implicit warrants and backings. In my view, the notion of backing is related, on the one hand, to its technical argumentative side, and on the other hand, to the psycho-cognitive foundation of any reasoning, linked both to cognitive dispositions and to cultural factors. The Toulminian analysis thus proves to be very interesting when discussing deep-level arguments in a text. The article is divided into two sections. The first one is devoted to a comparative analysis of three Declarations: the 1776 American Declaration of Independence, the 1789 Declaration of the Rights of Man and the Citizen, and the 1948 Universal Declaration of Human Rights. I assume that the declarations constitute the linguistic expression of the deep-level or "backing" of society's discourses. They

show which warrants the argumentation is based on, in other words, on the basis of which values the society is going to argue. In the specific context of democracies concerned with human rights, it is interesting to make the justifications of such political regimes explicit in order to better our understanding of the rhetorical paradigm of contemporary discourses. Through the Toulminian analysis of the preamble of these declarations—which play the role of justification in the classical syllogistic reasoning, I show that whereas they seem equivalent in terms of backings, the Universal Declaration of Human Rights actually exhibits another backing: the specific event of the genocide and the horrors of World War II. This has serious consequences on the type of rights that will be proclaimed and on the idealistic dimension of human rights. In one case, it will be the Enlightenment ideals and hopes, in the other, the negative hope that the tragedy of World War II can never be reproduced. I argue that this point can explain most of the political discourse phenomena of contemporary democracies—especially France. The particular context of the French situation is due to the fact that it is influenced both by the traditional Enlightenment conception of human rights and by the World War II paradigm. The influence of World War II and Jewish genocide on current argumentation is very clear, especially if we examine “paradigmatic” analogies, which block the argumentation at its earliest stage. It is sufficient to say about someone that he is like Hitler to exclude him from the argumentation community. Political correctness might, in some sense, derive from that phenomenon. This is what I ultimately discuss, putting forward hypotheses to be confirmed by further research.

INDEX

Keywords : Toulmin (Stephen), declaration, human rights, rhetoric, argumentation, political discourse

Mots-clés : Toulmin (Stephen), déclaration, droits de l'homme, rhétorique, argumentation, discours politique

AUTEUR

EMMANUEL DE JONGE

Université Libre de Bruxelles, GRAL (Laboratoire de Linguistique Textuelle et de Pragmatique Cognitive)